https://ricochets.cc/Retraites-co-remise-en-cause-collective-naufrage-ou-greve-generale-victorieuse-sursaut-inventivite.html

Retraites & co : remise en cause collective, naufrage ou grève générale victorieuse, sursaut, inventivité...?

- Les Articles -
Publication date: vendredi 10 février 2023

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Quelques réflexions parmis d'autres, pour inciter à chercher et trouver des remèdes à la répétition de l'enlisement, des voies de sortie au réformisme en reculant.

Des posts qui oscillent entre peur de l'échec, du naufrage répétitif, et envie d'une grosse grève générale à même de commencer à fissurer le système en place.

La révolte pourrait commencer à prendre forme début mars ?

L'avenir n'est pas écrit, tout dépend de ce qu'on fait de notre présent.

Ce qui est sûr c'est que le gouvernement est plus que jamais illégitime et que l'immense majorité des français sont contre cette nouvelle attaque contre les retraites et ne supporte plus Macron et son régime.

Retraites & co : remise en cause collective, naufrage ou grève générale victorieuse, sursaut, inventivité...?

4 GRÉVE GÉNÉRALE RECONDUCTIBLE À PARTIR DU 7 MARS ?

L'information est relayée ce jeudi 9 février par les médias dominants, elle est donc à prendre avec des pincettes. Les syndicats comptent appeler à la grève générale reconductible à partir du mardi 7 mars. Tous les commerçants seront invités à tirer leur rideau ce jour-là dans le cadre d'une "journée morte". **Cette grève totale sera suivie d'Assemblées Générales qui auront lieu tous les soirs pour décider de la suite. Un bras de fer qui s'engagerait dans la durée et paralyserait le pays.**

!

Si cela se confirme, après les trois journées de grèves d'une ampleur historique, la multiplication des blocus étudiants et des actions syndicales ciblées, comme les coupures de courant, cela veut dire que l'on s'oriente vers un rapport de force crucial début mars. Les syndicats engageraient donc leur force dès le lendemain des vacances scolaires.

Une grève générale reconductible est un évènement rare : même en 1995, dernière grève victorieuse et massive, c'était le secteur des transports qui avait "tenu" pendant trois semaines, accompagné par les autres secteurs sur des journées ponctuelles.

À notre connaissance, la dernière grève durable et conjointe de toutes les professions remonte à Mai 68. **Le pari**

est gros : d'un côté, Macron joue son mandat sur sa réforme des retraites, il n'a rien à négocier, et ne reculera que dos au mur. De l'autre, un mouvement social aussi puissant qui n'arracherait pas la victoire serait un terrible signal.

Ainsi, il s'agit de construire un rapport de forces victorieux. Prendre des lieux pour organiser la lutte et les assemblées, se réunir pour préparer des actions et des blocages, renforcer ou construire des liens entre les forces en mouvement. Il reste moins de quatre semaines. C'est peu, et beaucoup. À nous de jouer !

(post de Contre Attaque)

Dans cette non-démocratie centralisée et capitaliste, le gouvernement n'est pas légitime - Un gouvernement représentatif au sein d'un État-capitalisme est en fait illégitime par nature

Et un point de vue de Lordon, pour le plaisir des bons mots (souvent justes) :

- **Les demeurés de la «** légitimité »

Ce texte, développement d'une intervention faite à l'occasion d'un meeting de Révolution Permanente, revient en longueur sur une question sans doute décisive dans la période, la question de la légitimité, ou plutôt des légitimités : celle de l'élection, celle du mouvement social.

(...)

Logiquement, depuis l'éditocratie, Macron est pleinement légitime puisqu'il a été élu (peu importe comment). Il a donc titre à faire tout ce qu'il veut â€" et notamment à massacrer les retraites â€" pourvu que ce soit dans les formes. Mais ici les formes lui donnent à peu près toute latitude. Tout ce qui s'y opposera par des voies autres que procédurales tombera de fait dans le barbarisme politique.

Fétiche de la procédure. Il n'y a qu'une source de légitimité : la procédure électorale. Framont tente de réexpliquer l'idée de fragilité du mandat. Laure Adler : « Mais c'est un vote quand même ! ». Karim Risouli : « Il est arrivé en tête au premier tour ! ». Ruffin, même tentative sur France Inter, Salamé, mêmes mots exactement, harmonie des esprits, cette fois cependant à la limite de l'aboiement : « Qui est arrivé en tête au premier tour ? Qui est arrivé en tête ? C'est Jean-Luc Mélenchon, qui est arrivé en tête ? ». Sondages contre à 75 %, manifestations à millions : aucune importance. Rien ne compte que le suffrage, et seul le suffrage fait titre.

(...)

On comprend qu'il soit de la plus haute importance de reproduire la croyance : tout l'ordre politique y est suspendu. C'est dire la fragilité de l'édifice. Car toute croyance admet son point de ruine. Qui s'atteint toujours pour la même raison : parce que les bénéficiaires de la croyance ont abusé, parce qu'ils sont allés trop loin. En 1789, la croyance dont se soutenait la légitimité du droit divin s'effondre. Dans la crise organique du capitalisme contemporain, la croyance en la dévolution électorale de la légitimité est en cours d'éboulement. Comme la pensée de ceux qui ne connaissent aucun autre principe politique. Alors on les voit hagards et stupéfiés, l'esprit qui patine, sans plus la moindre prise sur les événements en cours. Dans une révolution, les dominants finissent hébétés d'avoir été renversés, mais surtout sans avoir rien compris. J'ai juste suggéré qu'ils mangent de la brioche, qu'est-ce qui leur a pris ? Je leur ai proposé des exosquelettes ou bien de traverser la rue, quelle mouche les a piqués ?

Ce pourrait être une définition plus générale de la crise organique : quand le cadre formel des règles et des procédures ne suffit plus à contenir ce qu'il avait à réguler. Tautologiquement, ça déborde. De là l'inanité des rappels au cadre â€" « Mais c'est un vote quand même ! », « Qui est arrivé en tête au premier tour ? Qui ? ». Précisément parce que le cadre â€" la croyance en la validité du cadre â€" est en train de partir en sucette.

(...)

Il n'y a en réalité aucun mystère : la croyance en les institutions s'effondre parce que les institutions ont fait faillite â€" et qu'il n'est simplement plus possible d'y croire. Promesse formelle de médiation entre les gouvernants et les gouvernés, il y a belle lurette qu'elles ne médiatisent plus rien, font même le contraire de ce qu'elles étaient

supposées faire : elles bétonnent la séparation. Voilà d'ailleurs où en sont, inconscients et aveugles à tout, les fanatiques du pouvoir légal-seul-légitime, éditorialistes embarqués compris : à scruter les marchandages avec Les Républicains pour pouvoir célébrer comme une conclusion « incontestablement démocratique » que le 49.3 aura été évité... Le niveau de « la démocratie » n'en finit plus de s'effondrer.

En haut, plus rien ne parvient, et symétriquement plus rien n'écoute, plus rien n'entend, surtout plus rien ne répond â€" autrement qu'à la manière de ce que les Anglais appellent délicieusement paying lip service : s'acquitter du devoir de dire quelque chose en faisant juste le mouvement avec les lèvres â€" et en ne disant rien. Enfin rien de consistant, sinon un mélange de dénégations et d'antiphrases : « La réforme est juste », « Nous sommes à l'écoute », « Nous entendons les inquiétudes », « Nous sommes attentifs à l'emploi des seniors ».

La pathologie politique de la séparation prend un tour critique dans la Ve République quand des institutions, au naturel déréglées, tombent aux mains d'un individu spécialement déréglé. Toutes les tendances du régime, pourtant observables dès sa naissance, s'y trouvent portées à un point d'aggravation inouï â€" le point d'abus qui prépare les ruines.

(...)

On mesure combien l'éditocratie est le dernier bastion de la croyance au « débat démocratique », dont elle voit pourtant la condition essentielle méthodiquement détruite sous ses yeux, mais sans en tirer la moindre leçon. Il est vrai que dans son cas, le « débat démocratique » n'a réellement de valeur que s'il parvient toujours aux mêmes conclusions. Il lui suffit donc que les conclusions soient maintenues pour que le débat soit réputé avoir eu lieu.

(...)

Il n'est aucune objection rationnelle qui viendra à bout de ceci que, le débat démoli, il s'ensuit qu'il ne peut plus survenir quoi que ce soit en politique qu'en passant par le hors-débat. C'est ce que les « gilets jaunes » avaient parfaitement compris. Si admirable ait il été, l'une des faiblesses leur mouvement tenait cependant à son éloignement de la production et du salariat. Tel n'est pas le cas dans la situation présente, qui offre une occasion sans pareille de se souvenir que le pouvoir logistique, le pouvoir sur les flux vitaux du capitalisme, l'énergie, les transports, les docks, est dans la main des travailleurs. Pour qui le détient concrètement, le pouvoir logistique est aussi un pouvoir d'embolie : pouvoir de tout mettre à l'arrêt.

Que l'économie soit à genoux d'être embolisée, d'une certaine manière le forcené s'en fout. Un qui ne s'en fout pas, c'est le capital. En temps ordinaire, le capital laisse faire son fondé de pouvoir qui se prend pour le pouvoir mais, quand ça devient nécessaire, sait lui rappeler le sens des hiérarchies, entre le pouvoir qui fonde et le pouvoir qui est fondé. En 2019, pendant les « gilets jaunes », ce sont les patrons, terrorisés, qui appellent l'Élysée pour qu'on lâche du lest et que ça s'arrête. Il n'en ira pas différemment cette fois-ci au moment où le capital exigera qu'on cesse de sacrifier son roulement au point d'honneur du forcené. S'il s'agit de le débrancher, voilà donc tout le sel de la situation présente, qui ajouterait à l'agrément général : on peut faire tirer la prise par un « autre », et pas n'importe lequel : par le Medef.

Pour qu'on en arrive là, il faudra que le coût du blocage lui ait été rendu intolérable, ce qui suppose : 1) la grève reconductible, et même la GDI, la grève à durée indéterminée ; 2) concentrée et simultanée dans tous les secteurs névralgiques. Donc 3) des caisses de grève surarmées auxquelles contribueraient tous ceux qui, un peu plus loin du front, n'ont pas besoin d'abandonner du salaire à l'employeur en « grèvant » pour rien, mais pourraient reverser aux caisses l'équivalent de leurs journées « auto-grèvées ».

(...)

Il n'est pas de lutte sociale qui ne soit une lutte contre la bourgeoisie, et, à peu de choses près, la presse n'est pas autre chose que l'organe, pour partie inconscient, de la bourgeoisie. Par conséquent une lutte sociale prend nécessairement le caractère secondaire d'une lutte contre la presse bourgeoise. Dès qu'une lutte de cette sorte produit le moindre inconfort pour la bourgeoisie, la presse bourgeoise se jette de toutes ses forces dans le conflit. Nous savons d'avance ce qu'elle dira â€" elle est d'une stéréotypie navrante -, nous y sommes tout à fait prêts, et cette fois-ci c'est nous qui n'en tiendrons aucun compte.

(...)

Comme l'histoire l'a abondamment montré, la bourgeoisie est prête à maintenir l'exclusivité du procéduralisme légal jusqu'au bout du bout pourvu que ses intérêts s'y retrouvent. Hitler est élu « démocratiquement » et Pétain reçoit les pleins pouvoirs « dans les formes ». Étant légal, tout ce qui s'en est suivi ne devait-il pas être considéré comme légitime ? Voilà où conduit immanquablement le fanatisme de l'ordre légal livré à lui-même sans aucun principe régulateur externe. En 1940, De Gaulle est un hooligan, un Black Bloc à képi â€" un terroriste.

(...)

Retraites & co : remise en cause collective, naufrage ou grève générale victorieuse, sursaut, inventivité...?

REMISE EN CAUSE COLLECTIVE SOUS PEINE DE NAUFRAGE GÉNÉRAL

(Bientôt 5 millions dans la rue, mais après ?)
Malgré un chiffre rarement atteint et une bataille qui ne fait, espérons-le, que commencer, il est pour le moment difficile d'entrevoir une issue victorieuse.
Nous l'avons écrit à maintes reprises, et nous sommes loin d'être les seuls.
Il faudra une certaine inventivité et du renouveau pour espérer gagner, ou plutôt pour éviter une nouvelle défaite dont le mouvement social ne se remettra pas avant des années.
Oui mais comment ?

Soyons honnêtes, à l'heure qu'il est, nous séchons tous.
A la recherche de pistes, de propositions, d'idées, c'est malheureusement comme si nous étions cantonnés à faire ce que nous connaissons de mieux, espérant miraculeusement que notre salut viendra par le nombre de manifestants et quelques paralysies largement cantonnées en île de France. Ou encore, que quelques milliers de personnes supplémentaires se greffant au mouvement permettraient de provoquer un désordre spontané qui suffirait à faire plier le gouvernement.

DES ÉCHECS CONSTANTS

En 2016, malgré une inventivité et une complémentarité salutaires allant du cortège de tête aux Nuit-Debouts.
En 2018, au printemps, lors du mouvement étudiant et de la grève des cheminots.
Puis à l'automne avec l'insurrection la plus resplendissante d'après-guerre en France, la déferlante gilets jaunes.
Et enfin, en décembre 2019, malgré une grève inédite de par son ampleur et sa diversité.

Inutile de refaire les matchs, nous savons toutes et tous que nous n'avons pas été en mesure de faire reculer le gouvernement une seule fois.

Pas la peine de nous rappeler qu'il y a aussi d'autres luttes primordiales ayant déclenché des mouvements surprenants autour de l'antiracisme politique, des violences policières, de la lutte contre le patriarcat ou encore de l'écologie, qui ont parfois surpris par un renouveau générationnel.
Dans tous les cas, nous n'avons quasiment rien obtenu.

UN MOUVEMENT PRÉVISIBLE

Alors que nous sortons de la torpeur de plusieurs années globalement vides et dénuées d'action, une nouvelle occasion se présente.
Elle était attendue, nous savions toutes et tous que cette réforme arriverait tôt au tard et qu'elle serait susceptible de mettre beaucoup de monde dans la rue.

En deux mobilisations les chiffres explosent, et augmentent même en dehors de l'île de France. Nous pourrions trouver ça spectaculaire en s'en tenant seulement aux chiffres des petites villes, moyennes ou grandes.
L'opposition à cette réforme semble donc trouver un large écho, et cette opposition n'est pas uniquement cantonnée aux électeurs de la gauche, il s'agit donc d'une nouvelle opportunité de terrain.
Plusieurs facteurs peuvent expliquer ces chiffres dans les petites et moyennes villes : le rapport démographique et la moyenne d'âge, des services publics défaillants, une offre d'emploi limitée, la fragilisation dûe à la période du COVID... Vous l'aurez compris : la coupe est pleine et plus des trois quarts des français rejettent massivement cette réforme partout dans l'hexagone.

L'avantage d'un mouvement sur les retraites, c'est qu'il concerne tout le monde, même les luttes corporatistes deviennent alors d'intérêt général.

IMPASSE IMAGINATIVE ?

Comme beaucoup de nos amis, nous souhaitons que la jeunesse s'empare de ce mouvement et le fasse déborder vers d'autres revendications.
Nous rêvons aussi que toutes les bases syndicales s'alignent sur le courage de la CGT-Energies. Seulement voilà, cela ne se décrète pas en un claquement de doigt, et les milieux autonomes sont globalement déconnectés des bases syndicales et des jeunes générations, ce qui ne facilite pas la tâche.
N'allons pas nous autoflageller pour autant, nous faisons face à un mur qui peut paraître infranchissable.
Seules quelques sections syndicales ont pour le moment réellement la capacité de pouvoir partir en grève reconductible et devront porter encore une fois ce mouvement à bout de bras. Fort heureusement, ce sont des secteurs clés dans le transport, l'énergie, les raffineries...

Et si ces fédérations prennent un temps de réflexion qui peut nous sembler long avant de se mettre en grève, c'est qu'une fois lancées, elles ne pourront pas faire marche arrière.
Elles sacrifieront une nouvelle fois leurs salaires, en pleine période d'inflation, alors que la grève pourrait durer des mois.
Le mouvement repose à l'heure actuelle sur les syndicats, qui sont les seuls à être en mesure de faire descendre trois millions de personnes dans la rue.
Qu'importe les griefs que certains peuvent avoir avec les différentes centrales, ou encore les reproches que l'on peut formuler quant à l'efficacité de ces manifestations, il est aujourd'hui plus que jamais nécessaire d'apprendre à composer avec toutes les franges du mouvement social.

Pour les lycéen·nes qui sont en terminale aujourd'hui, l'espoir de la transmission commencée par la génération Loi Travail a été avortée. Ils avaient 13 ou 14 ans au moment des Gilets Jaunes, et ont subi la violence de la répression aux abords des collèges, lycées et facs lors des blocus et ce dès les premiers actes du mouvement en 2018. Ils ont

vécu les violences policières lors de manifestations, y compris non violentes. Puis deux années de Covid ont anesthésié les possibilités de "transmission" intergénérationnelle.

Nous voudrions garder l'espoir de cette transmission de celles et ceux qui sont aujourd'hui lycéen.ne.s, qui sont conscients des enjeux climatiques et sociétaux.
Les initiatives de type Mouvement Inter-Luttes Indépendant n'existent plus, et le contexte répressif n'est plus le même : tout est à reconstruire.
Alors qu'au fil des années la contestation dans les universités faiblit, la précarité étudiante augmente elle de façon alarmante.

LE BLACK BLOC EST-IL EN GRÈVE RECONDUCTIBLE ?

Si nous devons retenir un point positif : il semblerait que même l'éternel et fatiguant débat autour de la "diversité des tactiques" semble peu à peu s'éclipser, ou du moins s'atténuer, et ce malgré le purisme des fétichistes de l'émeute d'un côté et celles et ceux qui sont incapables de comprendre que la violence sociale suscite forcément des réactions de l'autre, et qui s'avèrent souvent nécessaires pour se faire entendre.

Mardi dernier à Paris, alors que la préfecture pronostiquait la présence de 400 black blocs, ces derniers seront finalement au moins 800 avec un cortège de tête sociologiquement assez jeune et très diversifié, composé de plusieurs dizaines de milliers de personnes.
S'habiller en noir et rester anonyme dissimulé derrière un parapluie n'est pas forcément synonyme de casse, beaucoup ne sont pas dans l'action mais appuient les offensives ciblées, ce n'est pas nouveau.
Serait-ce une absence d'organisation et de coordination avec ses nouveaux acteurs parfois très jeunes ? Une patience stratégique qui attend son heure et a appris à ne plus se jeter dans la gueule du loup ? Ou tout simplement de la lassitude parce que nous savons certainement que ce moyen de communication tout à fait honorable ne suffit pas à lui seul ?
Elisabeth Borne félicite les syndicats parce que les manifestations sont calmes...
Même nos ennemis des médias mainstream semblent visiblement s'inquiéter de ce qui semble être une déclaration de forfait. Espéraient-il la nouvelle saison du spectacle où ils pourraient de nouveau poser cette question terrifiante de "Qui sont les Black Blocs ?". Exemple de provocation : le quotidien Marianne, semble déçu et s'interroge en titrant : "Les Black Blocs sont-ils passés de mode en manifestations ?".

MANIFESTER LE SAMEDI EST-CE PIRE QU'UNE JOURNÉE DE GRÈVE SYMBOLIQUE ?

Quitte à continuer une énumération de questions rhétoriques, puisqu'une journée d'action ou une vitre de banque brisée font finalement partie de plans de communication, une manif le week-end et qui ne se rapproche pas des dates d'autres mobilisations est-elle vraiment si mauvaise ?
Reste que si le but est uniquement de quantifier et d'inclure le plus de participants, après tout ce n'est pas si bête, surtout pour le moment où il ne se passe que peu de choses entre les dates de mobilisations/grèves temporaires.
Les individus qui prétextent encore qu'une seule journée d'action serait susceptible d'avoir un réel impact économique n'y croient probablement même pas eux-mêmes.
Nous nous rappelons sans nostalgie ni folklore que c'était un atout du mouvement des Gilets Jaunes : rappeler que 90 % des salariés ne sont pas syndiqués, et c'est là aussi un enjeu.

Peut-on encore mobiliser numériquement au-delà du stade où nous en sommes ? Si oui qu'avons nous à proposer, comment, et que devrions nous bloquer ?
Le pouvoir législatif et l'assemblée devanceront-ils le mouvement social pour faire capoter cette réforme ?

Copyright © Ricochets

Chez CND, nous préférons éviter la surenchère de spéculation, et nous n'avons pas la prétention de pouvoir lancer une quelconque dynamique.
Par contre, nous suivrons et appuierons toutes les initiatives allant de l'avant et acceptant l'autocritique.

Une chose est sûre : ne pas perdre cette fois-ci, c'est défoncer une porte comme celle de Grivaux au transpalette pour la suite. Nous comprenons que l'enjeu ce n'est pas que cette réforme, mais que c'est bien contre son monde que nous devons élargir ce mouvement.
Toutefois, le gouvernement sait pertinemment que tout recul redonnera de la confiance aux luttes, et que par conséquent il ne montrera pas le moindre signe de faiblesse.

Le rapport de force est pour le moment insuffisant, nous le savons toutes et tous.
Nous espérons néanmoins que c'est la dernière fois que nous avons à dresser un constat aussi amer.
Certaines pages méritent d'être tournées.

(post de Cerveaux non disponibles)

La mobilisation contre nos attentes

- **La mobilisation contre nos attentes** : Comme toujours, nous abordons une nouvelle lutte avec nos attentes. Pas tant nos espoirs que nos repères, nos idées a priori sur la manière dont ça va ou ça devrait se passer, à partir de notre expérience des luttes passées. Et comme toujours, ça tombe à côté.
(...)

A la recherche du saut qualitatif

A la recherche du saut qualitatif - Sur la situation en cours
Alors que le mouvement contre la réforme des retraites semble s'installer en France, il suscite des réactions mitigées. Si quantitativement, il fait nombre, qualitativement, il fait mou. Nous avons reçu ce texte qui tente de synthétiser la situation et de proposer humblement quelques pistes pour le « mouvement révolutionnaire »

Il y aura du monde pour la bagarre

- **Il y aura du monde pour la bagarre - Premier Round - Bulletin de liaison entre foyers de lutte**
Pour qu'un mouvement de luttes puisse être dangereux, c'est-à-dire autonome et indépendant du théâtre des représentants et des représentations, il lui faut, entre autres choses, se doter de ses propres moyens de communication. Pour se faire, rien de tel que des bulletins de liaisons, comme ce Premier Round que l'on nous a transmis et dont nous republions le premier article.

À l'ombre des retraites...

- **À l'ombre des retraites... [Temps critiques]**

Les manifestations de janvier 2023 contre le projet de réforme des retraites, apparaissent comme un « succès » d'un strict point de vue comptable. Il y a du monde dans la rue, à Paris comme en province, avec des villes moyennes et petites qui enregistrent un nombre de manifestants très supérieur à ce qui est habituel ou attendu, rappelant au passage un caractère déjà aperçu au début du mouvement des Gilets jaunes. Mais pour le moment on n'y sent pas d'élan.

Retraites & co : remise en cause collective, naufrage ou grève générale victorieuse, sursaut, inventivité...?

Différents "niveaux" de mesures de gauche

Atténuer temporairement certaines conséquences néfastes du capitalisme, ou le démanteler ?

Faire cotiser les dividendes pour financer les retraites : une fausse bonne idée - Alors que la mobilisation contre la réforme des retraites bat son plein, les organisations politiques à la gauche du gouvernement ne font pas que s'y opposer : elles proposent également des solutions pour financer les retraites sans avoir besoin de repousser l'âge légal de départ et même pour le ramener à 60 ans. L'une des solutions mise de plus en plus en avant est de soumettre les dividendes aux cotisations sociales. Comme la taxe sur les « superprofits », il s'agit d'une idée séduisante au premier abord, mais qui démontre en réalité que les objectifs de rupture avec le système économique actuel sont peu à peu abandonnés par une partie de la gauche de transformation sociale.

Retraites & co : remise en cause collective, naufrage ou grève générale victorieuse, sursaut, inventivité...?

L'APPEL A CONSTRUIRE LA GREVE GENERALE ILLIMITEE A PARTIR DU 7/8 MARS EST ENCORE EN QUESTION, MAIS OUI, IL FAUT CONSTRUIRE LA GREVE GENERALE, OUI CHAQUE JOURNEE D' ACTION SAUTE-MOUTON D'ICI LA DOIT AVOIR CETTE PERSPECTIVE

L'idée de la grève générale reconductible à partir des 7/8 mars (pour la journée de lutte des femmes et le début de la révolution russe) a été lancée par le syndicat Solidaires. Pour le moment, les autres directions syndicales n'ont pas répondu et il est certain que la CFDT, l'UNSA, la CFTC ne suivront pas. Mais la CGT Pétrole de l'Etang de Berre vient de décider d'appeler à la grève reconductible à partir du 6 mars et des responsables de Sud Rail disent que oui, ils partiront aussi en grève illimitée, des AG de grévistes se sont prononcées pour ça, et, enfin, BFMTV, a annoncé que ça allait se faire. Alors, rien n'est certain, mais oui, nous devons faire pression en ce sens, tout faire pour que ça se fasse, en intervenant en ce sens dans les AG, les syndicats, les associations..., par des pancartes et des slogans dans les manifestations...

LA CGT PETROLE ETANG DE BERRE APPELLE A LA GREVE ILLIMITEE RECONDUCTIBLE A PARTIR DU 6 VOIRE DU 3 MARS

https://www.maritima.info/depeches/social/france/87350/retraite-la-cgt-petrole-appelle-a-un-arret-reconductible-a-partir-du-6-mars.html

(posts de Jacques Chataing)

Vers le 7 mars - grève interprofessionnelle illimitée.S

93% des actifs CONTRE repousser l'âge de la retraite à 64 ans CONTRE l'allongement de la durée de cotisation à 43 ans.
 72% des Français CONTRE la retraite à 64 ans.

PS:

Par Memes anti-technologiques pour autogestion forestière :

« Homme fait pour agir avec ses muscles, voici qu'il est maintenant, mouche sur un papier collant, assis huit heures à un bureau, sans mouvement, sans prise sur le matériel. » (Jacques Ellul - La Technologie, enjeu du siècle)

« Les humains modernes ne travaillent plus la terre ni ne fabriquent leurs meubles, mais ont un emploi pour obtenir un salaire leur permettant d'acheter ce qu'ils ne savent plus faire. Et ce qu'ils ne savent pas faire est presque tout : ils ne produisent plus ce qu'ils mangent ni ne construisent leur maison, ils n'élaborent pas les outils de leur travail et ont perdu toute habileté de le faire.

Le travailleur veut qu'il y ait à manger sur la table familiale, mais au lieu de cultiver des salades, des tomates et d'élever des poulets, il doit se soumettre au rythme d'une machine ou derrière un bureau huit heures pas jour. »
(Bertrand Louart - Réappropriation)